

Elections européennes : les principaux partis politiques français s'engagent à lutter contre la corruption au sein de l'Union

Aux côtés de 11 autres chapitres nationaux de Transparency International¹, TI France a adressé un questionnaire aux partis politiques présentant des candidats aux élections des 6 et 7 juin. Ceux-ci souscrivent largement aux propositions de TI France visant à promouvoir transparence et intégrité au sein des institutions européennes et des Etats membres.

Paris, 5 juin 2009. En réponse au questionnaire diffusé le 6 mai dernier, sept formations politiques ont pris des engagements précis pour combattre la corruption au sein de l'Union : Alliance écologiste indépendante, Debout la république, Europe Ecologie, le Mouvement Démocrate (MoDem), Newropeans, le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et le Parti Socialiste (PS).

Huitième répondant, l'UMP est la seule formation n'ayant pas souhaité se prononcer sur les mesures proposées par TI. Dans un courrier adressé à notre association, Michel Barnier s'est contenté de garantir la détermination de son parti à lutter contre la corruption et sa volonté d'accroître la transparence et la régulation du secteur financier, rappelant les efforts déjà faits par le gouvernement français dans ce domaine. Au-delà de ces déclarations d'intention générales, l'UMP n'a pris aucun engagement précis en ce qui concerne les actions qui pourraient être engagées au niveau de l'Union européenne.

Engagements pris

Les 7 répondants se sont engagés à soutenir l'adoption de mesures précises dans la plupart des domaines couverts par le questionnaire, notamment :

- Mettre en place une évaluation systématique des mécanismes de lutte contre la corruption adoptés par les Etats membres ;
- Renforcer la transparence dans la gestion des ressources et des dépenses des institutions européennes² ;
- Elaborer des règles communes au Parlement, à la Commission et au Conseil européen pour encadrer le lobbying ;
- Garantir un meilleur accès des citoyens aux documents de l'Union Européenne ;
- Renforcer le rôle de la société civile pour assurer le suivi des engagements anti-corruption.

Par ailleurs, tous les partis politiques ayant répondu au questionnaire ont engagé leur responsabilité à faire respecter ces engagements. TI France estime que ceux-ci sont

¹ République Tchèque, Danemark, Allemagne, Lettonie, Hongrie, Lituanie, Roumanie, Italie, Slovaquie, Autriche, Irlande.

² A l'exception de Debout la République, partisan de la suppression de la Commission européenne.

déterminants pour restaurer la confiance des citoyens dans leurs institutions. C'est particulièrement vrai dans le contexte actuel de crise économique qui rend encore plus impérieuse la nécessité de garantir aux citoyens une gestion intègre des ressources publiques.

Le détail des réponses de tous les partis sont en ligne sur le site Internet de TI France. [Cliquer ici](#) pour consulter les réponses

Propositions des partis

Certains partis ont assorti leurs réponses de propositions complémentaires.

En matière de coopération judiciaire, le **Parti socialiste**, **Europe Ecologie** et le **Mouvement Démocrate** proposent la mise en place d'un procureur européen indépendant chargé de lutter contre la délinquance financière et la corruption.

Pour renforcer la transparence du budget européen, **Newropeans** propose que l'ensemble des décisions et des budgets alloués dans le cadre de tous les programmes européens soient publics et accessibles en ligne.

Enfin, si tous les répondant considèrent qu'il convient de mettre en place des règles claires en matière de conflits d'intérêts, **Alliance écologiste indépendante** et le **Nouveau parti anticapitaliste** vont plus loin et proposent de rendre obligatoire la cessation de toute activité professionnelle pendant la durée du mandat européen.

Suivi des engagements

Si TI France estime qu'il ne lui appartient pas de comparer les réponses des partis, nous souhaitons en revanche contribuer à l'information des citoyens en mettant les engagements pris à leur disposition et encourager les électeurs à en tenir compte au moment de leur vote. Ainsi, les réponses ont-elles été rendues publiques en continu sur le site Internet de l'association³.

Comme elle l'a fait suite à des projets similaires conduits pour les dernières élections présidentielle et municipales, TI France veillera par ailleurs à s'assurer du respect des engagements pris par les partis en réponse à ses propositions.

Contacts TI France :
Myriam Savy / Julien Coll
Tel.: 01 47 58 82 08
transparence@free.fr

###

Transparence-International (France) est la section française de **Transparency International (TI)**, la principale organisation de la société civile qui, avec 90 sections nationales dans le monde, se consacre à la lutte contre la corruption. TI sensibilise l'opinion et travaille de concert avec les décideurs publics, le

³ http://www.transparence-france.org/ewb_pages/div/Elections_europeennes_2009.php



secteur privé et la société civile. Transparence-International (France) a pour objectif principal de contribuer à améliorer significativement, dans notre pays, la gouvernance publique et privée en termes de transparence, d'intégrité et de responsabilité.